

des choses. La Loire est un fleuve si français que Dieu se plait à relever sur ses bords les destinées de la France, et j'en atteste les saintes annales de notre patrie, la journée de Coulmiers est une préface triomphale de l'œuvre de la délivrance. Barry, d'Aurelles, Trochu, vaillantes milices de toutes armes, le monde à l'œil sur vous, et la fortune de la France vous attend.

Qui donc ignore qu'il n'est besoin que de frapper du pied le soi de notre pays pour en faire sortir des soldats? Notre terre est toujours la terre féconde, la terre nourricière des braves; personne ne manque à l'appel; les plus grands noms donnent l'exemple, et nous en sommes fiers. Les descendants des vieilles races raffermissent leur blason en face de l'ennemi; nul ne sait mieux se battre, nul ne sait mieux mourir. « Dieu sauve ma compagnie, » disait l'autre jour ce héros de vingt ans en tombant à la tête de ses mobiles. Oui, Dieu est invoqué, le Dieu qui avait fait la France si grande et si belle, et qui lui rendra sa gloire parce que notre nation est, dans les temps modernes, la « nation choisie. » Dieu est invoqué, non-seulement dans nos églises et dans nos foyers, mais aussi dans nos camps, et tout le peuple qui prie est déjà à demi victorieux. Nous vaincrons, nous chasserons l'étranger; nous ne courberons pas sous la botte prussienne notre tête qui a rayonné de l'éclat des vieilles batailles et de mille ans de gloire. (Id.)

On lit dans l'Indépendance belge :

On prétend qu'une Adresse au gouvernement de Tours doit être présentée par l'initiative d'un comité de nos environs à la signature de tous les officiers supérieurs des gardes nationales de France. On y protesterait contre le peu d'énergie avec lequel le gouvernement a réprimé les dernières tentatives communistes qui ont troublé Paris. Si l'on fusillait les soldats qui, par des actes d'indiscipline, compromettent la force de l'armée, pourquoi se montrer plus indulgent envers ces gens bien autrement coupables qui, en présence de l'ennemi, organisent des séditions politiques, véritables divisions en sa faveur. Ce n'est pas quand la France fait des efforts héroïques pour délivrer notre sol de la souillure de l'étranger qu'il faut tolérer les conspirations de misérables qui sont peut-être soudoyés par lui. L'Adresse dit en terminant que le pays armé arrivera à se faire justice, si on ne lui la fait pas. Chacun apprécie à son point de vue le plus ou moins d'opportunité de ce document.

Un fonctionnaire faisait observer à l'un des inspirateurs de la démarche qu'elle troublerait en ce moment les esprits, et que d'ailleurs Flourens n'était qu'un fou furieux. — Eh bien, enfermez-le et mettez-lui la camisole dans l'intérêt de la sécurité publique.

Nous annonçons hier [d'après un télégramme, que M. de Chandordy était allé à Versailles. Voici ce que nous lisons à ce sujet dans l'Etoile belge :

Les indications très-vagues de la dépêche de Londres, que l'on trouvera plus loin et annonçant l'arrivée de M. Laurier à Londres et le départ de M. de Chandordy, le délégué du gouvernement de la défense nationale au département des affaires étrangères à Tours, pour Versailles, afin d'y reprendre les négociations pour la conclusion d'un armistice, sont complétées de la façon suivante par l'Indépendance belge.

« Nous avons sur l'un et l'autre de ces faits des renseignements plus complets que nous transmet un de nos correspondants de Londres. Il en résulte que le retour de M. Laurier en Angleterre a pour objet la signature des obligations de l'emprunt Morgan. » Quant à M. de Chandordy; il n'aurait pas seulement pour mission de rouvrir les négociations relatives à l'armistice, mais il serait porteur en même temps de propositions concernant les bases d'un traité de paix. Il n'y serait pas question de cession territoriale.

Le ballon monté descendu à Hoogstraeten ne nous a pas apporté de lettres. L'Indépendance est dans le même cas. Mais elle dit tenir d'une des personnes qui sont arrivées par ballon les informations suivantes qui concordent parfaitement avec celles que nous avons recueillies :

« Au moment de son départ — le 20 novembre, à minuit — l'état de la ville était exactement le même qu'au jour où en est sortie la personne qui nous a donné les détails publiés dans notre numéro du 20. »

L'ordre était complet, la population calme et l'état des troupes excellent.

« On avait des approvisionnements pour 3 mois. »

« Il n'y a pas eu, dans ces derniers temps, d'engagements sérieux, mais seulement des canonnades insignifiantes. On s'attendait à de grands événements sous peu de jours. »

On écrit de Versailles à la Gazette de Weser :

Nous sommes dans une situation pénible, mêlée d'incertitude, d'inquiétude et d'impatience. Les jours se suivent, et depuis quelque temps il n'y a guère d'autre événement que de voir partir tous les soirs des troupes pour des travaux de retranchement, et de les voir revenir le lendemain au point du jour diminués de quelques hommes. Tous les cinq jours, des troupes reviennent des avant-postes pour se faire relever par la garnison de Versailles; elles reviennent également diminuées de quelques hommes. Un profond silence règne au sujet

d'Orléans et des environs, même dans les cercles bien informés, plus communicatifs dans d'autres circonstances. Est-ce que les changements importants dans les commandements indiquent de nouvelles dispositions pour la campagne? Notamment le commandement de la division Manteuffel, enlevé à ce général et donné à M. de Treskow, membre du comité militaire attaché au cabinet du roi; notamment aussi l'envoi du général de Roon, ministre de la guerre, dans le Nord. Nommerait-on un autre ministre de la guerre? Ou bien n'y a-t-il là que des bruits dénués de fondement, comme tant d'autres qui circulent dans cette ville de Versailles.

On écrit de Tours, 21 novembre :

« Le Figaro, le Gaulois, le Paris-Journal, le Soir, ces miroirs fidèles de la corruption de ces vingt dernières années, tiennent un langage qui n'a pas lieu de nous étonner. Les articles de ces journaux, qui ont été reproduits par les journaux allemands et anglais, se prononcent nettement pour la paix à tous prix; ils qualifient M. Jules Favre de « fanfaron, » de « hâbleur, » d'« homme arrogant, » etc. réclament l'élection d'une assemblée constituante qui serait obligée de signer la paix dans les vingt-quatre heures aux meilleures conditions possibles. — Il est facile de deviner ce que l'on entend par les meilleures conditions possibles, puisque ces mêmes journaux rendent grâce à l'extrême bonté de M. de Bismarck qui avait consenti à un armistice. Quand à la condition du ravitaillement, le Gaulois la déclare déraisonnable, puisque, dit-il, elle ne servirait qu'à prolonger de vingt-cinq jours les souffrances des Parisiens. »

Si le gouvernement de la défense nationale n'applique pas les lois martiales dans toute leur rigueur aux rédacteurs de ces articles évidemment destinés à démoraliser les défenseurs de la capitale, c'est par un respect peut-être exagéré du grand principe de la liberté de la presse. Mais, en présence d'un tel scandale, il me semble que les honnêtes gens ne sauraient garder le silence. C'est un devoir pour eux de flétrir et de vouer à l'infamie ce langage honteux, cette immoralité qui dépasse toutes les bornes, malgré le caractère bien connu de la presse légère, de ces groupes cosmopolites de viveurs et de femmes perdues du grand et du demi-monde, lèpre de la capitale, personne ne s'attendait sans doute à un tel spectacle.

Quel homme respectable voudra désormais lire le Figaro, Gaulois, Paris-Journal, le Soir? Qui voudra serrer la main à M. About, déjà tristement connu par ses nombreuses palinodies et qui propose maintenant de céder à la Prusse l'Alsace où il est né? Bien peu de gens sans doute. Le parti de la capitulation doit être bien faible à Paris, et le général Trochu saura au besoin lui fermer la bouche. Il est bon d'ailleurs de faire remarquer que les désolants articles auquel l'or prussien n'est peut-être pas étranger, remontent tous au 7, au 8, au 9 novembre, jours où la victoire de Coulmiers n'était pas connue à Paris, où l'armée de la Loire devait passer encore pour un mythe. — Havas-Bullier.

Le Progrès de l'Eure a reçu de Dreux le récit d'un fait, presque d'un événement, qui lui semble caractéristique et d'une telle importance qu'il n'hésite pas, ne fût-ce que pour encourager nos braves mobiles et mobilisés dans leur noble mission, à le publier, après avoir eu, dit-il, des preuves de son authenticité.

Nous reproduisons ce récit, de l'exactitude duquel on voit que le Progrès de l'Eure se montre assuré, et qui déjà avait été sommairement mentionné :

« Dreux, 10 novembre. »

« Il se passe quelque chose de significatif et de plaisant à la fois. Les régiments bavarois qui sont venus à Nogent-le-Roi (Haute-Marne), il y a quinze jours, sont maintenant à Maintenon (Eure-et-Loire). Les officiers ont trouvé le pays à leur goût, et, comme ils ne sont engagés que pour trois mois, leur temps est fini et ils ont assez de la guerre. »

« Toutefois, on ne veut pas les laisser retourner chez eux. Alors ces messieurs sont venus chez M. L..., pour visiter une grande maison qu'il possède à Nogent. Ils vont la louer cette semaine, et s'y installer pour attendre tranquillement la fin des événements. Ils ont, à cet effet, commandé des habits bourgeois. »

« Pour les soldats, c'est autre chose. Ils s'y prennent d'une manière défectueuse. Vous allez juger, et vous souhaiterez comme moi que la chose se renouvelle. »

« Hier mercredi, 9 novembre, arrivait à Dreux, par la route de Nogent, 20 cavaliers. »

« A ce moment, 70 francs-tireurs passaient sur le pont du chemin de fer, à Saint-Martin, se dirigeant vers Nonancourt. Les cavaliers les aperçoivent et réciproquement. Il y eut un moment d'hésitation, puis les francs-tireurs reprirent leur marche, ne voulant pas tirer dans la ville, et disparurent bientôt dans le remblais. »

« Cet éloignement parut contrarier vivement les Allemands, qui descendirent en ville et demandèrent où ils pourraient rencontrer des francs-tireurs, ce qui parut assez drôle, car vingt contre soixante-dix, la partie n'est pas égale; des sabres contre des carabines Snider, la partie était plus inégale encore. Nous voulons « parler à eux » disent les cavaliers. On leur indique alors le passa-

ge à niveau, et en même temps on court avertir les francs-tireurs, qui étaient à la hauteur de Saint-Thibault. Ceux-ci alors escaladent le talus du chemin de fer et descendent sur la route en se rangeant de chaque côté. »

« Les cavaliers arrivent, et font signe avec leurs mouchoirs, l'officier en tête. Le capitaine de la compagnie approche, et de loin, la foule qui regarde, voit un dialogue s'engager, à la suite duquel les cavaliers, moins l'officier, descendent de cheval; vingt francs-tireurs moment à leur place, et les Bavarois se répandent parmi les francs-tireurs, et ils partent tous ensemble, en riant aux éclats! Puis l'officier salue le capitaine et revient à Dreux, avec un air de grande satisfaction. Là il cherche les maisons portant des écriteaux, les notes, et part pour Nogent. »

« Voilà ce que je tenais à vous raconter. Le fait est certain, vous pouvez le donner comme tel. Vous le voyez, la chose n'est pas sans importance. Elle semble être l'indice d'un certain découragement parmi les alliés de la Prusse, et, pour peu qu'il gagne, la désorganisation ne tarderait pas à se mettre dans l'armée de nos envahisseurs. »

## L'ENGAGEMENT DE VERNON.

Le Nouvelliste de Rouen complète par ces renseignements la dépêche que nous avons publiée il y a quelques jours :

Lundi soir, 150 uhlands, commandés par un capitaine, étaient venus à Vernon; ils avaient sommé le maire de rendre les armes de la garde nationale et étaient partis en annonçant qu'ils reviendraient le lendemain matin. Un uhlan avait dit à une femme qui vendait des légumes :

« Nous mangerons cela pour notre déjeuner demain. »

Mais les uhlands avaient compté sans les mobiles de l'Ardeche, qui étaient cachés dans les environs. Selon leur promesse, ils revinrent hier matin. A 8 heures, ils faisaient leur entrée; une vingtaine de cavaliers se montraient sur la place de la mairie; un poste, dont les fusils n'étaient pas chargés, fit mine de tirer sur eux. Ils s'éloignèrent bravement et bientôt ils amenèrent 5 ou 600 hommes de renfort, cavalerie et infanterie. Le poste de la mairie fut désarmé. Mais bientôt la garde nationale et les mobiles de l'Ardeche se mirent à tirer sur les Prussiens, qui ripostèrent. On se battit dans les rues; les Prussiens repoussés partirent, emmenant le concierge de la mairie, dont ils s'étaient emparés.

A un kilomètre de la ville, l'ennemi fut vigoureusement reçu par les mobiles de l'Ardeche, cachés dans la forêt de Bizy. On s'est battu pendant une heure et demie avec acharnement, les Prussiens se sont débandés de tous côtés.

On ne connaît pas encore le chiffre des pertes des Prussiens sur ce point; on a parlé de 400 prisonniers, mais rien n'est venu confirmer cette assertion. Ce qu'il y a de certain, c'est que dans Vernon même on leur a tué 4 hommes, dont un officier, et qu'on leur a fait 4 prisonniers. La panique des fantassins était telle dans Vernon qu'ils enfonçaient les portes pour se cacher dans les maisons.

On leur a pris 11 chariots chargés de vivres et de munitions. Un de ces chariots avait appartenu au 5<sup>e</sup> escadron de notre train des équipages.

Plusieurs Prussiens morts sont restés dans la forêt de Bizy. On a trouvé dans la forêt une quantité d'objets volés, tels que pendules, descentes de lit, etc. La débandade a été complète. Nos mobiles se sont admirablement conduits. Le chiffre des blessés prussiens doit être assez élevé. De notre côté, il n'y a pas eu de pertes.

## LES CHAPARDEURS DE L'ARMÉE PRUSSienne.

La presse s'est émue dans ces derniers temps des actes de dévastation et de pillage qui signalaient de toutes parts l'occupation prussienne.

Nos populations un instant abusées de ce que nos ennemis racontaient eux-mêmes, de leurs intentions bienveillantes et des merveilles de leur discipline, ont appris à leurs dépens ce qui se cachait sous cette apparente bonhomie. Les villages brûlés, les maisons pillées, les paysans mis à mort, dénoncent à l'indignation du monde et de la postérité cette armée qui se vantait de combattre au nom de la civilisation.

Il n'est pas sans intérêt d'ajouter un témoignage à l'enquête que l'opinion publique a ouverte et qui recueillera l'histoire.

On a amené récemment à Blois un certain nombre de prisonniers capturés dans la brillante affaire de Coulmiers. C'étaient des artilleurs bavarois. On a dû procéder sur leurs personnes et dans leurs bagages aux perquisitions habituelles. Dans la malle du lieutenant qui commandait le détachement, les gardarmes trouvèrent plus de deux mille francs tant en monnaie allemande qu'en monnaie française.

C'était beaucoup pour un officier de ce grade, et ce gros sac gonflé d'écus sentait terriblement son pillard.

L'argent fut placé sous scellé, ce que voyant le lieutenant se mit à pousser les hauts cris : c'est mon gage, disait-il, c'est de l'argent que j'ai gagné, et il suivait piteusement des yeux le magot circulant aux mains des gardarmes.

L'investigation se poursuit, et voici qu'on découvre à côté des livres allemands, des cartes de géographie et de plans de Paris, d'une exactitude malheureusement trop parfaite : c'est une paire de rideaux de mousseline brochée. On s'étonne, on demande au jeune officier l'origine de cet objet. Il répond avec une impudence naïve que ces rideaux lui ont été donnés par une jeune fille, sa bonne amie. C'était un gage d'amour!

A ces mots le gendarme lui-même eut un sourire d'incrédulité. Il fut un temps, en effet, où les dames donnaient à leurs chevaliers des écharpes à leurs couleurs; mais un rideau de fenêtre cela ne s'est jamais vu.

A ce compte là tous les soldats du détachement auraient pu prétendre aussi quelques dépouilles dont leurs sacs regorgeaient de tendres souvenirs. Et Dieu sait quelle étrange collection sans nom ils emporteraient sur leur dos!

En voici le fidèle inventaire :

Un assortiment complet de pendules, vieilles ou neuves, intactes ou en morceaux, qui ne venaient pas assurément de la Forêt-Noire, mais plutôt de la forêt de Bondy. Toutes les variétés s'y trouvent, depuis le Fidèle Berger jus- qu'à un énorme cartel volé dans une auberge des environs de Lonjumeau.

Des flambeaux dépareillés, des cuillers d'argent ou de bois, qu'ils auront pris pour de l'argent.

Puis des objets de femme, un collier de fausses perles, un cabas à mettre de l'ouvrage, une capeline d'enfant, une pièce de laine blanche dérobée chez un marchand.

Mais ce qui dépasse toute imagination, ce qui trahit l'instinct grossier du pillage, un timbre sec à l'adresse d'un entrepreneur de travaux publics de Monthléry, et des mouchettes en cuivre doré!

« Voilà, s'écrie l'Indépendant de Loir-et-Cher, le bilan de cette razzia! Voilà comment procèdent ces soldats prussiens, ces apôtres armés, ces vengeurs de la morale! Est-ce là le mandat qu'ils ont reçu du ciel? Est-ce l'œuvre providentielle à laquelle les convie le Dieu des armées? »

« Que le roi Guillaume descende un instant du nuage mystique où il enveloppe sa majesté sanglante, et qu'il réponde à cette question : Ces hommes pris en flagrant délit de vol à main armée, faut-il les considérer comme de loyaux soldats ou comme des brigands auxquels les lois de la guerre devraient cesser d'être applicables? »

Les Prussiens qui sont le plus à craindre ne sont malheureusement pas ceux d'Allemagne. Voici quelques passages d'une lettre qui est communiquée au Progrès de l'Eure à titre de renseignement :

« Bourth, 10 novembre. »

« Nous avons été envoyés en éclaireurs; le général avait recommandé au capitaine d'aller jusqu'à Dreux. Le capitaine a dépassé les souhaits de son chef en nous menant trois lieues plus loin, jusqu'à Abandon (Eure-et-Loire), et nous faisant bravement passer au milieu des Prussiens. »

« Hélas! les paysans de l'endroit, plus Prussiens que les soldats de Guillaume, ont été nous dénoncer à l'ennemi; mais nos espions étaient mal renseignés sur nos positions, et nous avons pu nous retirer en bon ordre. »

« Dans cette petite expédition, nous avons fait une bonne prise : un Prussien français qui venait de vendre 600 moutons à l'ennemi et de lui en livrer 800 déjà, nous est tombé dans les mains et nous l'avons pris avec sa charrette, son cheval, ses moutons et son charretier. »

« Le tout a été ramené à Bourth et mis sous bonne garde. — Au revoir. »

## Un périlleux voyage

Ceux des habitants de Tours qui se trouvaient réunis hier dans la chapelle Saint-Martin ont été témoins d'un spectacle auquel on n'assistait jamais sans émotion : celui d'un voyageur échappé à un péril imminent et venant accomplir le vœu qu'il a fait au moment du danger.

Rien de plus fréquent, on le sait, parmi les marins.

Cette fois, il s'agissait d'un aéronaute échappé comme par miracle à la mort, et qui, parti de Paris le 15, est arrivé seulement hier à Tours, après être allé opérer sa descente à l'extrémité méridionale de la France.

Voici en quels termes une correspondance de Touion, publiée par le Messager du Midi; rapporte cette terrible traversée aérienne.

« Un ballon monté, signalé hier matin par une dépêche électrique, avait été aperçu dans la région des nuages, traversant le département de Vaucluse et courant dans le Sud avec une vitesse vertigineuse. »

« Les instructions transmises dans les départements du littoral prescrivaient de suivre attentivement sa direction, afin de lui prêter secours au besoin. »

« Il paraît qu'il est allé se butter sur le pignon de la Sainte-Baume, où les aéronautes ont pu mettre le pied, non pas à terre, mais dans la neige, après avoir parcouru deux cents lieues dans moins de quinze heures. »

« Ce ballon, parti la veille de Paris, avait rencontré dans l'espace un ouragan de nord-ouest qui l'avait enlevé comme une plume et empêché ses conducteurs de descendre pour éviter ce courant foudroyant. »

« Il a pu enfin s'accrocher à un rocher à quelques mille mètres au-dessus du niveau de la mer, il était temps d'arriver, et surtout de tenir bon, car les premières heures du jour, permettaient de distinguer à l'horizon les flots azurés de la Méditerranée, où il avait toute chance de se noyer. »

Voici la lettre que M. Worth, l'un des aéronautes faits prisonniers récemment par les Prussiens, a adressée à sa mère :

La Prison, Versailles, 5 novembre.

J'ai quitté Paris, jeudi 29 octobre, dans un ballon, en compagnie de trois autres. Nous partimes par un vent du nord-est qui devait nous porter en Belgique; mais le vent tournant vers l'est, nous fûmes portés au-dessus des lignes prussiennes.

Nous quittâmes Paris à deux heures de l'après-midi, et, comme à quatre heures et demie il faisait presque noir, nous dûmes descendre vers la terre.

Nous sortions à peine des nuages, et nous nous trouvions à 250 yards de terre, quand nous fûmes accueillis par une pluie de balles prussiennes, dont quelques-unes percèrent le ballon, et, afin d'éviter les blessures, il fallut descendre avec une rapidité vertigineuse,

Quand nous touchâmes terre, il y eut un choc terrible; mais j'avais eu la présence d'esprit de me cramponner aux cordes. Néanmoins, je fus précipité à terre pieds dans l'air et retombai sans me faire le moindre mal.

Deux autres sautèrent après moi, M. Udin et M. Guzon; ils n'eurent aucun mal; mais le quatrième perdit sa présence d'esprit; c'était M. Mancianri, qui ne suivit pas notre exemple, et le ballon l'emporta.

Pendant ces événements, qui n'occupèrent que quelques secondes, les Prussiens tiraient toujours sur nous, et ce n'est que par un miracle que nous avons échappé.

Nous agitées un mouchoir blanc, ce qui les fit enfin cesser, et nous sommes prisonniers. Nous sommes tombés juste à l'extrémité de Verdun, qui était encore défendu par les Français.

De Verdun, on nous a amenés à Versailles (le trajet a pris huit jours.) Quoi que prisonniers, on nous traite bien. Comme nous n'avions aucune mission politique, on nous mettra peut-être en liberté dans quelques ours; mais il est possible qu'on nous envoie en Allemagne comme prisonnier de guerre. J'ai quitté Paris parce que mes affaires réclamaient ma présence ailleurs.

## Dernières nouvelles.

### Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Pesth, 24 novembre.

Les délégués se sont réunies aujourd'hui. La délégation autrichienne a élu son bureau. Hopfen président et Jablonowski, vice-président. Plusieurs membres appartenant à la gauche de la chambre des députés ont interpellé M. de Beust pour savoir quelles démarches ont été faites dans la question Russo-Turque pour conserver la paix à l'Autriche.

M. de Beust a soumis le projet de loi du gouvernement.

Tours, 24 novembre

12,000 hommes de l'avant-garde de la cavalerie prussienne ont paru devant Beaune, le 19.

Ils ont été repoussés par des francs-tireurs en embuscade.

Gambetta a visité hier M. de Kératry.

L'armée de 50,000 hommes du duc de Mecklembourg continue à marcher sur Le Mans; elle est à 30 kilomètres de cette ville.

Le général Cambriels, dans une lettre qu'il a adressée à M. Gambetta, rejette les accusations de trahison ou d'incapacité propagées contre lui; il demande à être jugé par ses pairs militaires.

Amiens, 24 novembre.

Un premier combat aux environs d'Amiens a été engagé ce matin près Beaucourt. Le colonel du Bessol est rentré à Villers-Bretonneux à 2 heures 30.

Les Prussiens ont été repoussés jusqu'à Roye.

Nos pertes sont peu importantes, celles de l'ennemi sont considérables.

Berlin, 24 novembre.

PARLEMENT ALLEMAND.

Le président, M. Sponson, ouvre la séance par une petite allocution. Il annonce des projets de loi relatifs :

1<sup>o</sup> A un crédit de 100 millions;

2<sup>o</sup> Aux traités avec le grand duché de Bade et de Hesse;

3<sup>o</sup> A la nouvelle constitution.

La Chambre adopte la proposition de M. Bernuth, concernant la réélection des anciens présidents, sans vote.

La prochaine séance aura lieu samedi; il y sera présenté le projet de loi relatif au crédit de 100 millions.

Berlin, 24 novembre.

Le discours fait à l'ouverture du parlement allemand dit entre autres :

« Par des victoires sans exemples, l'attaque que la France fit en juillet contre l'Allemagne, est repoussée. »

« Le peuple français doit gagner la conviction que sa force actuelle ne peut pas résister aux forces allemandes réunies, »

« Nous pourrions donc considérer comme assurée la conclusion de la paix si ce malheureux pays avait un gouvernement dont les représentants considéreraient leur propre avenir inséparable de celui de leur pays. Un tel gouvernement aurait saisi toute occasion de mettre à même la nation, à la tête de laquelle il s'est mis de sa propre autorité, d'être une représentation nationale et de s'exprimer sur le présent et l'avenir du pays. »

« Les documents que le président de la Chancellerie vous soumettra, vous prouveront que le gouvernement actuel de la France préfère sacrifier la force d'une noble nation à un combat sans espoir. »

« La continuation de la lutte aura pour conséquence un tel épaississement de la France qu'il lui faudra longtemps pour se remettre. »

« Les gouvernements fédérés doivent exprimer avec regret leur conviction que la paix entre deux grands peuples voisins, sera mise en danger par les souvenirs de cette guerre, dès le moment où la France, par le renouvellement de ses forces ou par son alliance avec d'autres